



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
Campus
Poissy

01 juin 2026

Construire la riposte face à une extrême droite, qu'elle se nomme Bolloré ou Bardella, avide de détruire des libertés déjà bien bafouées !

La pétition « Zapper Bolloré » contre la concentration de plus en plus grande de tous les médias dans les mains du milliardaire d'extrême droite a recueilli plusieurs milliers de signatures de professionnels du spectacle. Depuis, le président de Canal+, Maxime Saada, aux ordres de son patron Bolloré, a annoncé sa volonté de censurer tous les signataires, s'attirant une nouvelle salve de protestations.

Les milliardaires fachos à l'assaut des médias

Depuis plusieurs années, les milliardaires fachos rachètent maisons d'édition, chaînes de télé, titres de presse, sociétés de cinéma, auxquels ils imposent peu à peu leur ligne éditoriale haineuse. On comprend donc que les journalistes, écrivains, producteurs et artistes s'inquiètent de voir bridée la liberté d'expression et ils ont raison d'utiliser leur notoriété pour que leur protestation soit entendue.

Mais ce n'est pas d'hier que la liberté d'expression est bafouée ! La première censure, c'est le fric ! Sur quelle chaîne dénonce-t-on les sanctions contre tous ceux qui osent protester dans leur entreprise contre les liens de leur boîte et les exportations illégales d'armes vers Israël ? Ou contre ceux qui ont tout simplement donné publiquement leur opinion sur la politique de leur patron, les conditions de travail dans les ateliers ou les bureaux ? Où a-t-on vu relayées aux heures de grande diffusion les « protestations » que sont les débrayages, les grèves que nous faisons pour nous faire entendre ? Où sont les chaînes de télé d'information continue sur la situation des classes populaires ? La liberté d'expression appartient à ceux qui ont le fric et qui s'en servent pour défendre leurs intérêts !

La politique de l'extrême droite une fois au pouvoir

La façon dont un Bolloré contrôle les médias, imposant sa ligne éditoriale et ses hommes aux commandes, montre ce dont est capable l'extrême droite une fois qu'elle est aux commandes. Les maires du Rassemblement national ne se sont pas contentés de couper les budgets des associations qui ne leur plaisent pas, ils s'en sont très vite pris aux représentants des travailleurs, ici pour licencier deux militants syndicalistes, là pour tenter d'expulser les bourses du travail !

À la tête d'un pays, ils font bien pire. La politique de Trump n'est que cadeaux assumés aux plus riches, mais chasse à l'homme contre les travailleurs les plus précaires que sont les migrants. La politique barbare de l'État d'Israël de génocide et d'apartheid contre les Palestiniens s'accompagne d'une répression menée par le gouvernement d'extrême droite y compris contre les Israéliens qui protestent ou contre les courageux membres des flottilles pour Gaza, arrêtés en haute mer, humiliés, frappés, blessés, victimes de menaces de mort et de sévices sexuels. L'extrême droite est bien une menace mortelle pour les travailleurs !

Les gouvernants n'ont pas attendu l'extrême droite pour réprimer

Tout cela est donc inquiétant, mais n'est qu'une aggravation brutale d'une politique menée depuis longtemps par des dirigeants des partis de gouvernement, de la droite, du centre ou de cette gauche qui aspire au pouvoir au sein du capitalisme ! La loi Travail, c'était Hollande-Valls. La répression brutale des Gilets jaunes, les matraquages de lycéens en colère, c'était Macron. Les expulsions de travailleurs immigrés, les licenciements abusifs n'ont pas attendu Bolloré. En ce moment même, de nombreux militants sont menacés non seulement de licenciement, mais de sanctions judiciaires.

Le 20 juin prochain, il y aura une manifestation nationale à Paris à l'appel de nombreuses structures syndicales et politiques contre la répression patronale et d'État. Une première occasion de faire face, front ensemble contre tous ceux qui veulent nous ramener « à l'âge de pierre » des libertés fondamentales.

Ne pas prendre des vessies pour des lanternes

La concurrence a toujours été LE prétexte fallacieux pour le patronat pour opposer les salariés les uns aux autres, fermer des usines, supprimer des emplois. Le secteur automobile n'y échappe pas bien sûr, surtout ces dernières années où les constructeurs européens notamment, dont Stellantis en première ligne, vitupèrent contre « la menace Chinoise ». En passant des accords avec Dongfeng et Leapmotor pour produire des véhicules dans ses usines européennes en France et en Espagne la direction de Stellantis démontre que c'est le moindre de ses soucis et qu'invoquer la concurrence n'est destiné qu'à ceux qui veulent y croire et pouvoir faire son business pendant ce temps-là. Continuera-t-elle maintenant à nous le ressasser encore à toutes les sauces pour justifier ses sales coups ? Elle peut toujours y croire !

Plan FastLane : voie de garage pour les salariés

60 milliards d'investissements annoncés d'ici 2030... mais surtout 6 milliards de réduction des coûts. Ce plan Filosa aura pour conséquence une aggravation de l'exploitation pour les salariés et une diminution du nombre des emplois !

Haro sur la production

Et ce sont les salariés des usines qui vont être pris en priorité pour cible : la direction a annoncé une baisse de production de 800.000 véhicules par an en Europe, soit plus que la production de toutes les usines françaises ! Aucune fermeture n'est annoncée officiellement bien sûr, mais ça ne l'empêchera pas de vider des sites, comme elle le fait avec Poissy.

Poker menteur

Mardi dernier Macron annonçait que la direction allait « investir plus d'un milliard d'euros » sur le site de Mulhouse pour produire « une nouvelle génération de véhicules électriques » à partir de 2029. L'information n'a jamais été confirmée par la direction, ni publiquement, ni en CSE. Elle est où l'embrouille ? L'un voudrait se la jouer défenseur des emplois industriels ? Lui qui a passé deux mandats à subventionner les plans de licenciements. Les autres cherchent à faire monter les enchères pour continuer d'être arrosés de nos impôts ? Quand c'est pas clair en tout cas, c'est rarement bon pour les salariés.

Michelin va dégonfler ses effectifs

Après avoir récemment décidé la fermeture de deux de ses sites de production (Vannes et Cholet), Michelin annonce un « *plan de départs volontaires* »

concernant 1500 employés. Le PDG du groupe justifie cette démarche en prétendant des contraintes insoutenables – fiscalité, coût du travail, « *hyper concurrence chinoise* » – subies en France où des déficits seraient enregistrés. Les seuls qui paient vraiment sont les salariés : on leur promet des mobilités internes, des parcours individualisés à la reconversion. Tout un jargon patronal bien huilé pour masquer la réalité des travailleurs qui seront jetés à la porte.

Première victoire des féministes contre Bruel

Patrick Bruel a annoncé qu'il annulait sa tournée d'une quinzaine de festivals qui devait débiter le 16 juin. Il est visé par le dépôt de quatre plaintes pour viols à son encontre en France, une enquête judiciaire pour agression sexuelle en Belgique et une trentaine d'accusations d'autres femmes dénonçant son comportement à leur égard. Depuis des mois, des associations féministes, appuyées par de nombreuses personnalités du monde artistique, culturel et politique, lui demandaient de se mettre en retrait et de faire profil bas. Il avait d'abord refusé et son avocat avait envenimé les choses en sous-entendant que les plaignantes étaient peu ou prou des menteuses. Finalement, la pression a été trop forte et il a dû renoncer. Car une partie grandissante de l'opinion accepte de moins en moins les comportements machistes et sexistes. Et c'est une bonne chose.

Rien n'est trop beau pour l'armée

Le Sénat vient de proposer d'accentuer l'effort militaire en faveur des armées en votant en commission une enveloppe de 14 milliards d'euros supplémentaires d'ici 2030, en plus des 36 milliards demandés par le gouvernement dans l'actualisation de la loi de programmation militaire. Le Sénat trouve insuffisant le projet de budget militaire adopté ces derniers jours par l'Assemblée nationale. Quant à donner un coup de pouce aux hôpitaux ou à l'Éducation nationale, les sénateurs ont oublié d'en parler.

Moins de trains, mais plus de Rafale

Pendant les fortes chaleurs, la SNCF a annoncé des suppressions de trains sur certaines lignes. Elle motive ces suppressions par le fait que « la conception ancienne des voitures Corail ne leur assure pas la même robustesse que celle des trains plus récents dans certaines conditions météorologiques ». Dans le même temps, les sénateurs proposaient une nouvelle rallonge du budget militaire, afin de le porter à 450 milliards d'euros d'ici 2030 pour commander plus de Rafale et de frégates...